

Les raisons de l'échec de Hulot.

Mardi 28 août 2018, le ministre d'État, prétendument ministre de la « Transition écologique », Nicolas Hulot, a [annoncé au micro de France Inter](#) qu'il quittait le gouvernement. Sans avoir prévenu ni Matignon ni l'Élysée paraît-il, ce qui en dit long sur les couleuvres qu'il a dû avaler....

Nicolas Hulot est assez lucide sur son échec : « Est-ce que nous avons commencé à réduire l'utilisation de pesticides ? La réponse est non. Est-ce que nous avons commencé à enrayer l'érosion de la biodiversité ? La réponse est non. Est-ce que nous avons commencé à nous mettre en situation d'arrêter l'artificialisation des sols ? La réponse est non. »

De fait, la dépendance au pétrole est toujours immense, les émissions de carbone ont augmenté l'année passée, le gigantisme agricole prospère, le service public ferroviaire est fragilisé, et l'importation massive de l'huile de palme est autorisée.

Si son passage aura donné lieu à quelques succès ponctuels, comme l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes (dont on a d'ailleurs de bonnes raisons de penser qu'il eût été décidé même en son absence), le bilan de Nicolas Hulot au gouvernement restera négatif. Les observateurs, au cours de l'année écoulée, auront régulièrement moqué les couleuvres avalées par le ministre. Le curieux peut flâner sur le [HulotScope](#), créé par l'excellent site d'Hervé Kempf, Reporterre, pour se faire sa propre idée sur les échecs et réussites de Nicolas Hulot.

Au-delà d'un simple bilan du passage assez bref d'un ministre au gouvernement, il convient d'analyser les raisons de son échec.

Nous en identifions trois.

1°) Une opération purement politicienne décidée par un président insincère

La première raison, c'est que Nicolas Hulot a été utilisé et manipulé par un président insincère. Arbitrages défavorables, absence d'autres représentants de l'écologie politique dans le gouvernement : le président Macron ne tient pas l'écologie pour un sujet de première importance. Emmanuel Macron, dès la campagne électorale et jusqu'à aujourd'hui, a essentiellement utilisé l'écologie comme un thème de communication pour être populaire à

On se rappelle comment le candidat Macron s'était ridiculisé avec des [déclarations complètement grotesques](#) faites à Pascal Canfin du WWF, passablement éberlué de ce qu'il entendait. Dans ce très mauvais numéro d'acteur, Macron avait échoué à se faire passer pour un écologiste mais réussi à donner des doutes sur sa santé mentale.

Une fois élu à l'Élysée, Macron lança l'opération de com' singée de l'anglo-américain #MakeOurPlanetGreatAgain, particulièrement choquante de la part d'un président de la République française. Ce qui se voulait un pied de nez climatique au président Trump ne fut qu'une pitrerie de plus. Cette rododromade ne l'empêcha pas de se laisser prendre par la main comme un gamin et épousseter les pellicules du veston par le maître de la Maison Blanche, en regardant celui-ci d'un air énamouré devant les télévisions hilares du monde entier.

Le recrutement de Nicolas Hulot au gouvernement, envisagé par chaque nouveau président de la République depuis Jacques Chirac, n'aura été que le type même de la fausse bonne idée. Une opération politicienne assez minable et voyante comme le nez au milieu du visage.

2°) Une absence de soutiens puissants

La seconde raison, c'est que Nicolas Hulot, tout ministre d'État qu'il était, manquait de soutien. La société dans son ensemble n'est pas encore sérieusement prête à une grande transformation écologique. Les propositions du Ministre de la Transition écologique auront rencontré résistance, indifférence ou inertie. Nicolas Hulot l'a résumé ainsi : « Où sont mes troupes, qui ai-je derrière moi ? ».

Nicolas Hulot a d'ailleurs été raillé par le mouvement écologiste, isolé au sein du gouvernement, et empêché par l'absence d'élan dans les institutions.

Qu'on apprécie l'homme en lui reconnaissant de l'émotion et de la sincérité, ou qu'on le considère comme un Tartuffe de l'écologie, sa démission consacre l'échec cinglant et triste d'un homme qui avait suscité de l'espoir.

3°) L'impossibilité radicale de conduire une politique écologique dans le cadre de l'Union européenne

La troisième raison est certainement la plus importante. À savoir qu'il est tout bonnement impossible de mener une véritable politique de transformation écologique de la société tout en restant dans le cadre de l'Union européenne.

Il faut ici rappeler encore et encore ce que l'UPR explique aux Français depuis onze ans. La France n'est plus souveraine, ses choix sont précontraints par des traités très politiques auxquels on a donné par trahison une valeur constitutionnelle : le Traité sur l'Union européenne (TUE) et le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

À cause de ces traités qui font loi, les pays de l'Union européenne sont figés dans une logique terriblement anti-écologique : extrême productivisme, libre-échange généralisé, promotion perpétuelle des échanges commerciaux à grande distance, délocalisation des industries polluantes à l'étranger (et de l'industrie en général), destruction des services publics...

Les mesures les plus salutaires d'un point de vue environnemental sont découragées, ou tout simplement interdites. Relancer le service public ferroviaire ? Faire revenir à la Nation le secteur énergétique ? Réduire ne serait-ce qu'un peu la taille moyenne des exploitations agricoles ? L'Union européenne nous oblige à faire le contraire exact !

La prétendue « construction européenne » doit être vue comme ce qu'elle est : un piège.

Façonnée sous la constante influence de grands intérêts oligarchiques, l'un de ses objectifs fondamentaux est de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ permettre aux multinationales de mener leurs affaires sans entraves, ni sociales, ni écologiques, dans la recherche constante du profit maximal pour leurs actionnaires. L'UE est une force extraordinairement réactionnaire sur le plan de l'écologie. Tous les ministres de l'écologie qui succéderont à Nicolas Hulot auront, comme lui, les mains liées, tant que les Français n'auront pas opté pour le Frexit.

Si elle est évidemment loin d'être suffisante, la sortie de l'Union européenne est l'action numéro Un à mener pour que la France puisse ensuite conduire une politique écologique réelle.

Manipulé par un président hypocrite, seul et impuissant face aux traités européens, Nicolas Hulot n'avait aucune chance. Sa démission n'est au fond qu'une normalisation. Son aventure ministérielle n'aura eu pour conséquence que de faire perdre une année de plus dans les urgentes batailles à mener face aux enjeux écologiques urgents de notre temps.

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Hulot avait confié au [Journal du Dimanche du 18 avril 2017](#) : « Quant à Macron, il n'a pas compris que c'est bien un modèle ultralibéral qui est à l'origine de la crise écolo. » Au moment où il démissionne du gouvernement, l'UPR lui répond : « Hulot a-t-il maintenant compris que notre appartenance à l'UE est l'obstacle n°1 qui empêche de mener une véritable politique écologique ? »

Jérôme YANEZ

Responsable des questions écologiques

28 août 2018